

DE L'ARGENT IL Y EN A !

EDF a émis le 8 septembre 2.4 Md € d'obligations vertes pour ses projets renouvelables qui pourraient se transformer en actions et baisser la part de l'état dans EDF.

Baptisées OCEANES Vertes, ces obligations ont la particularité d'être à « Option de Conversion et/ou d'Echange en Actions Nouvelles et/ou Existantes », c'est-à-dire que ce sont aujourd'hui des obligations qui pourraient devenir demain des actions EDF (à échéance 2024). Autre particularité, leur rendement annuel brut sera de -1,68% : EDF remboursera moins que la somme empruntée. Et pourtant, la totalité de ces obligations à taux négatif s'est vendue comme des petits pains en une seule journée.

Nouvelle preuve que pour les détenteurs de capitaux, l'argent ne manque pas !

Si les actions EDF grimpent au-dessus d'un certain plafond, les souscripteurs auront intérêt à convertir leurs obligations en actions EDF, car ils bénéficieront alors d'une prime de 32.5 % par rapport au cours de bourse de référence et empocheront une belle plus-value. Preuve, ici aussi, que la financiarisation des entreprises et ses effets dévastateurs sur les choix stratégiques de celles-ci perdurera dans le monde de demain...

Une bonne affaire pour EDF au final ?

Pas sûr, car l'état ne souscrit que pour partie à cette nouvelle émission. En cas de conversion totale en actions, il pourrait voir sa part diminuer dans EDF : une privatisation larvée qui ne dit pas son nom !

De par la loi, la part des actions détenues en propre par l'état ne peut pas descendre en dessous de 70%. Elle est aujourd'hui de 71% en propre, et de 83.6% en y ajoutant les actions détenues par la Banque Publique d'Investissement (BPI).

L'équation financière d'EDF ne boucle plus

Cette « soif » de crédit d'EDF ne s'arrête pas là, car l'entreprise a aussi émis, le même jour, pour 2.1 Md € d'obligations hybrides. Pourquoi autant besoin de financement ? Parce qu'EDF a trop de sorties de cash au travers de ses investissements, dans la maintenance (grand carénage, pour prolonger de 20 ans les centrales nucléaires actuelles) et dans les projets neufs (2 EPR



Une privatisation larvée qui ne dit pas son nom !



UFICT
mines-énergie

Un espace de confiance pour agir



Plus d'actions
EDF c'est plus
de pression de la
finance



à Hinkley Point en Angleterre, 1 EPR à Flamanville et de nombreux projets dans les Energies Renouvelables (Off-shore...)) et pas assez de rentrées d'argent. Le problème vient des caprices du marché et du fait de brader plus du quart de sa production nucléaire à ses concurrents qui engrangent des profits sans investir ni prendre de risques industriels.

EDF utilisera ce financement « vert » pour ses projets hydrauliques, éoliens, photovoltaïques, de biomasse, d'efficacité énergétique... pour atteindre l'objectif de doubler sa production Enr (> 50 000 MW en 2030).

Mais émettre de nouvelles actions EDF ne peut conduire qu'à se soumettre toujours plus au diktat des actionnaires et des marchés financiers. En empruntant à tout va, et en bénéficiant de moins en moins de la garantie de l'Etat, EDF ne fait que reporter à plus tard la résolution de ses problèmes structurels : un manque de rentrées de revenus.



Le Programme Progressiste de l'Energie de la FNME CGT propose une stratégie totalement opposée en revenant à l'EPIC EDF (<https://fr.calameo.com/read/00449151393c850323e0c>).

Action : Titre de propriété d'une entreprise qui représente une fraction de son capital social. L'actionnaire est l'un des "propriétaires" de l'entreprise.

Obligation : Titre de créance à durée limitée : c'est une part de la dette d'une entreprise qui donne droit à un coupon versé périodiquement ou à l'échéance en fonction de la valeur nominale de l'obligation et de son taux d'intérêt.

(<https://enerfip.fr/lexique/>)



ufictfnme.fr



facebook.com/UfictCgtFnme/



UFICT
mines-énergie

Un espace de confiance pour agir